



Pour Laurent Bellieres, de Dukascopy Bank, les brokers suisses comptent parmi les plus sûrs du monde.

Négoce de devises: la loi des plus forts

PAR EVGENIYA KOLPAKOVA Depuis qu'une licence bancaire leur est exigée, les courtiers en devises inspirent confiance, mais les petits acteurs et les petits comptes sont pénalisés par les lourdeurs réglementaires.

CE PRINTEMPS, l'Autorité des marchés financiers (AMF) et l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) ont lancé leur cinquième alerte en deux ans.

En France, de nombreux sites proposent d'investir sur le marché des changes (Forex) sans y être autorisés. Leur liste, réactualisée, comporte une vingtaine de noms, dont Forex Place Limited, Marketrade, BForex et Forextrada.

Rien de tel en Suisse où, depuis le printemps 2009, les négociants en devises doivent posséder une licence bancaire pour exercer leurs activités. Cette obligation de la FINMA (autorité fédérale de surveillance des marchés financiers), qui sert à protéger les investisseurs, a entraîné une consolidation des brokers établis dans le pays. Elle comporte en effet des exigences très strictes, comme la détention d'un capital minimum libéré de 10 millions de francs, qui n'ont été satisfaites que par un nombre restreint d'acteurs.

Ainsi, seuls deux établissements ont obtenu une autorisation bancaire: MIG Bank et Dukascopy Bank, alors qu'une

vingtaine de négociants en devises s'étaient annoncés. Leur concurrent genevois, le courtier en devises ACM, a vu sa demande d'une licence refusée et a été finalement racheté par Swisquote en 2010. Quant à la plateforme Realtime Forex, installée à Genève depuis dix ans, elle a fini par délocaliser une partie de ses activités à Malte.

La sécurité des clients est souvent évoquée comme l'un des enjeux de cette réglementation: «Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, le trading de devises en Suisse est plus fort que jamais, se réjouit Hisham Mansour, le CEO de MIG Bank. Les investisseurs peuvent traiter avec plus de sécurité et de confiance.»

Pour Laurent Bellieres, directeur financier de Dukascopy Bank, «le standard helvétique est maintenant au-dessus de la plupart des autres pays, car la Suisse applique la réglementation bancaire à l'industrie du Forex en ligne». Il affirme que les brokers suisses comptent parmi les plus sûrs du monde:

**«POUR LES PETITS
COMPTES, LES RÉGLES
SUISSES SEMBLENT
SURDIMENSIONNÉES
PAR RAPPORT
AU RISQUE ENCOURU»**

«L'image de marque de la banque suisse reste un atout, surtout lorsque les clients souhaitent déposer des sommes importantes.» La licence bancaire ouvre également de nouveaux horizons. MIG Bank envisage d'étendre sa palette de produits et de services, comme la possibilité d'ouverture de comptes épargne. De son côté, Dukascopy compte diversifier son offre d'instruments financiers.

Contraintes trop strictes

La régulation de la FINMA a-t-elle été un moteur de croissance? Pour MIG Bank, la licence bancaire est l'un des facteurs de son expansion. Son volume de transactions a augmenté de 50% depuis sa transformation en banque. Selon Hisham Mansour, la société, dont le capital s'élève à 45 millions de francs, est en position de force pour augmenter ses parts de marché. Pour sa part, Dukascopy affiche des résultats financiers stables. Laurent Bellieres note que la décision des autorités suisses a eu un impact sur la croissance de la société: «Dukascopy a subi un sévère recul de ses affaires durant l'attente de la licence bancaire.» – «L'environnement réglementaire bancaire bride la prise de risque à tous les niveaux, ce qui freine l'acquisition de nouveaux clients», ajoute le directeur financier de Dukascopy.

Pour Charles-Henri Sabet, président de Jiffix Markets et spécialiste du Forex, «les contraintes trop strictes de la réglementation pénalisent les brokers suisses». Il évoque notamment la lourdeur des procédures d'ouverture de comptes pour les clients des brokers bénéficiaires d'une licence bancaire. Laurent Bellieres partage son opinion: «Pour les petits comptes, les règles suisses semblent surdimensionnées par rapport au risque encouru et constituent clairement un handicap face à la concurrence des brokers étrangers.»

Quant à l'arrivée de nouveaux concurrents sur le marché du Forex en Suisse, elle semble peu plausible à Hisham Mansour en raison de barrières à l'entrée élevées: «C'est difficile et coûteux d'obtenir une licence bancaire. En revanche, de plus en plus de banques décideront de conclure des partenariats et de proposer à leurs clients les services Forex.» Pour Laurent

Bellieres, l'avenir s'annonce prometteur pour les brokers suisses pour autant que les conditions-cadres restent favorables: «Nous comptons sur le législateur, le gouvernement et les régulateurs suisses pour défendre notre place financière et notre industrie.» ■

PHOTO: LIONEL FLUSIN

Le retour des options

L'heure est donc au statu quo pour l'institut d'émission monétaire. Car même à 1,25-1,30, il serait trop tôt pour la BNS. En termes de perspectives, le taux plancher pourrait, d'ici à un an, voir confirmer son utilité réduite, si l'on en croit les estimations de Bank of America Merrill Lynch, qui voit le franc suisse à 1,30 d'ici à juin 2014.

Pour l'heure, note Alain Broyon, «on observe que les opérateurs et les entreprises se sont remis à se hedger sur l'euro». C'est là un signal que le marché n'est plus figé sur le taux de 1,20 et que les fluctuations récentes ont rouvert les possibilités d'utiliser des options et des stratégies de volatilité pour tenter de se couvrir contre le risque de change euro-franc. «Les banques sont de nouveau actives dans le conseil aux sociétés d'import-export, qui reviennent aux stratégies de couverture sur le franc suisse, en raison des mouvements accrus sur cette paire», observe Alain Broyon. ■

UNE DÉTENTE DU FRANC QUI SOULAGE LA BNS

VALEUR DU FRANC SUISSE CONTRE 1 EURO

